

## **Informations sur le financement des partis**

Le débat sur la transparence du financement des partis et des campagnes de votations est un thème récurrent de la politique suisse depuis les années soixante. Mais depuis les élections fédérales de 2007, qui ont vu les dépenses exploser, cette problématique est à nouveau d'actualité.

Aujourd'hui, il n'existe aucun article de la Constitution fédérale concernant le financement des partis politiques et les soutiens qu'ils reçoivent. La Suisse est ainsi l'un des seuls pays en Europe qui ne connaît aucune réglementation dans ce domaine, à l'exception de lois cantonales à Genève et au Tessin.

Dans la foulée de la polémique sur le financement des partis, plusieurs initiatives cantonales et fédérales ont été lancées ou mises en route. Le conseiller national UDC Lukas Reimann (St-Gall) a par exemple déposé un texte qui exige que tou-te-s les élu-e-s fédéraux/ales rendent publiques leurs sources de revenus accessoires. Cette loi risque de n'avoir qu'un effet négligeable, car un-e médecin, membre du conseil d'administration d'une entreprise pharmaceutique, ne sera pas tenu-e de déclarer son mandat comme source de revenu, car il-elle y siège en tant que professionnel-le et non en fonction de ses intérêts politiques. Ce texte a toutefois reçu le soutien de plusieurs personnalités de gauche et écologistes.

Au niveau fédéral, un groupe formé autour des conseillers nationaux socialistes Andi Gross et Andy Tschümperlin travaille à une initiative sur la transparence du financement des partis. Des initiatives ou des motions parlementaires ont également été lancées dans plusieurs cantons. En Argovie, la Jeunesse socialiste a déposé au printemps un texte « pour une politique propre » («Für saubere Politik») et à Bâle-Campagne, les jeunes socialistes récoltent depuis 3 mois des signatures pour leur initiative « Non à une politique opaque » («Stoppt die undurchsichtige Politik»).

Des voix s'élèvent également à l'étranger pour dénoncer l'opacité du financement des partis helvétiques. Dans un rapport récent sur la corruption du monde politique, l'ONG Transparency International a fortement critiqué la Suisse. Malgré son système de démocratie directe si admiré, notre pays se retrouve ainsi aux côtés de pays comme l'Albanie, le Sri Lanka ou l'Uruguay.

### Sources et informations

L'initiative sur les dons aux partis politique de Lukas Harder :  
<http://www.parteispenden-initiative.ch> (en allemand uniquement)

L'initiative sur la transparence autour de Lukas Reimann :  
<http://www.incorruptible.ch>

Initiative de la JS Bâle-Campagne :  
<http://juso-bl.ch/transparenz-initiative>

Initiative de la JS Argovie :  
<http://ag.juso.ch/sauberepolitik>

Transparency International Suisse:  
<http://www.transparency.ch>